

## **Déclaration de la délégation canadienne à l'occasion de la 16e session de la Commission du développement durable**

**Le 9 mai 2008, de 15h00 – La co-opération pour le Développement International**

Monsieur le président / Madame la présidente,

Le Canada est attaché à promouvoir des changements constructifs en Afrique. Le budget fédéral de 2008 a réitéré notre intention de respecter l'objectif annoncé à Gleneagles en 2005, c'est-à-dire de doubler l'aide offerte à l'Afrique d'ici 2008-2009.

Si l'apport de ressources supplémentaires est important, il doit aussi s'accompagner de certains efforts pour améliorer leur efficacité. Dans le budget de 2007, le gouvernement du Canada a présenté un plan en trois volets qui vise à mieux cibler les efforts d'aide, à en accroître l'efficacité et à mieux rendre compte de ses résultats. Ce plan contient des dispositions visant à cibler l'aide bilatérale du Canada dans un nombre restreint de pays et à accroître notre présence sur le terrain afin de mieux gérer notre programme d'aide.

Par ailleurs, le Canada met le plus grand soin à harmoniser ses projets et ses programmes avec les plans et les priorités de ses pays partenaires. La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, tout comme les efforts déployés par le Canada pour accroître son efficacité, incitent à travailler en étroite collaboration avec les pays partenaires et d'autres donateurs en vue d'intégrer des pratiques de développement durables dans les stratégies et les plans nationaux.

Pour ce faire, le Canada a décidé de privilégier les approches-programmes – il s'agit d'initiatives prises en charge par le pays hôte ou l'organisation bénéficiaire qui comportent un cadre budgétaire détaillé et un processus formel de coordination des donateurs et qui cherchent à utiliser davantage les systèmes locaux, y compris les systèmes budgétaires nationaux. En 2006-2007, les approches-programmes comptaient pour environ 60 % des dépenses bilatérales canadiennes en Afrique, contre 20 % quatre ans plus tôt. L'utilisation de cette approche a permis au Canada de se joindre à d'autres donateurs pour seconder nos partenaires africains dans la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire et d'autres grandes priorités.

Au Ghana, nos efforts conjugués concourent aux efforts nationaux pour réduire la pauvreté. Notre aide budgétaire sectorielle en Tanzanie a contribué à faire passer le taux de scolarisation au primaire de 66 % à 97 % au cours des six dernières années. Au Mozambique, notre financement d'approches-programmes dans le secteur de la santé a permis au gouvernement mozambicain d'atteindre, et même de dépasser, ses objectifs de 2007 à l'égard de la vaccination des enfants, des naissances institutionnelles et de la distribution de médicaments aux femmes enceintes séropositives.

Tout en harmonisant nos programmes avec les plans et les priorités de nos partenaires africains, nous avons également travaillé à renforcer les systèmes locaux, par exemple les systèmes de gestion des finances publiques et les systèmes d'approvisionnement. Ainsi, pour encourager la prise en charge locale du processus de développement au Ghana, le Canada consolide et utilise, dans le cadre de ses projets d'aide, les systèmes de gestion des finances publiques de ce pays. Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a d'ailleurs souligné, dans son rapport sur l'examen par les pairs du programme d'aide canadien, notre contribution au renforcement des capacités africaines au chapitre du développement économique et des réformes en matière de gouvernance.

Sans conteste, l'aide bilatérale du Canada produit des résultats tangibles en Afrique (et ailleurs), mais une large part de notre aide n'est pas bilatérale. Nous accueillons favorablement les efforts visant à améliorer la prestation de l'aide au développement au sein du système des Nations Unies, comme en témoigne notre appui aux projets pilotes menés en Tanzanie et au Mozambique dans le cadre de l'action de réforme « Une ONU unifiée ».

En septembre prochain, le Forum de haut niveau d'Accra offrira l'occasion de réitérer et d'approfondir notre engagement en faveur de l'efficacité de l'aide. Nous sommes particulièrement satisfaits de constater que les organisateurs de ce forum ont prévu une discussion sur la contribution unique de la société civile au développement et sur sa place dans le programme d'action sur l'efficacité de l'aide. Non seulement les organismes de la société civile encouragent-ils l'innovation, mais ils mobilisent d'importantes ressources pour le développement et favorisent la transparence et la responsabilisation. Sachant que nous sommes à mi-parcours de l'échéance fixée pour l'atteinte des Objectifs de développement du Millénaire, le Canada et d'autres pays doivent agir sans plus tarder pour que leur aide devienne le plus efficace possible.

Merci.